

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 183 - VENDREDI 21 JUIN 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Monsieur le Ministre de l'Intérieur attend confirmation de la nationalité chinoise de la victime d'Argenteuil avant de s'exprimer.

AGENDA MILITANT

→ 22 juin

Paris [Décentralisation \(acte 3\), quels enjeux pour les services publics et la démocratie ?](#)

→ 22 juin

Paris [Rencontres 2013 de l'Université populaire audiovisuelle](#)

→ 23 juin

Paris [Le fascisme tue. Ensemble combattons-le !](#)

→ 6 juillet

France [Marche sur Paris des chômeurs et précaires 2013 !](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde

- [Flosse, le flingueur passe à l'acte !](#)
- [Grèce, France, Europe : Refondons le pluralisme !](#)
[Sauvons la démocratie !](#), SneSup

→ Débats

[En finir avec les fantasmes en tous genres](#)

→ Humeur

[Le sens caché des mots](#), Gérard Molines

Vers un élan planétaire des luttes d'émancipation

Des peuples sont-ils en train d'ouvrir une nouvelle phase politique, par des luttes d'émancipation susceptibles d'ébranler l'ordre mondial ? On se gardera aujourd'hui de répondre à cette question par un simple oui, qui exprimerait surtout notre parti-pris. Et pourtant, force est de constater que des mobilisations substantielles, inattendues modifient les configurations politiques nationales et envoient un message qui dépasse les frontières.

Ce message s'exprime tantôt sous la forme de petites et grandes manifestations de rue, tantôt sous des formes neuves, souvent dématérialisées. Ainsi, par la voie des technologies de l'information s'exprime de plus en plus, face à la domination du capitalisme mondialisé, des voix et en définitive une orientation favorables à la solidarité universelle et à l'intérêt commun. C'est ainsi que les révolutions arabes, qui sont maintenant dans des phases contradictoires et incertaines, ont ouvert le ban, de la place Tahrir en Égypte à nos petits écrans individuels. Et le relai semble pris par d'autres peuples, comme s'il existait un passage de témoin invisible.

Quant au fond, au-delà des spécificités de chaque situation, qu'y-a-t-il de commun au mouvement turc et aux mobilisations féministes en Inde, aux manifestations grecques et brésiliennes, et aux luttes sociales en Chine ? Eh bien, ces luttes ont en commun de mettre en cause des inégalités abyssales, croissantes alors même que ces pays sont en développement, et de porter des exigences de justice et d'égalité. Elles se heurtent chacune à des systèmes politiques aveugles (ils fonctionnent au déni des réalités de la société), sourds (leurs dirigeants se bouchent les oreilles face aux exigences de la société civile) et muets (ils se dérobent à la confrontation de projet, quant ils ne choisissent pas ouvertement la répression).

L'avenir dira si les résistances en cours sont un feu de paille après lequel la fuite en avant libérale se poursuivra, avec son indissociable cortège de régressions antidémocratiques, ou si de nouveaux rapports de force structurants peuvent s'installer.

Enfin, en France et en Europe, la mise en cause frontale de l'austérité peut rencontrer les dynamiques mondiales. Avec toutes les forces qui le souhaitent, dont bien sûr le Front de gauche, elle passera par la mobilisation contre la réforme des retraites annoncée par le rapport Moreau et pour une réforme alternative qui, elle, relèvera le défi du mieux vieillir en dehors du salariat.



● Gilles Alfonsi

Gauche d'alternative : du constat critique aux outils et voies de l'émancipation ?

Face à une actualité qui nourrit le désarroi ou la colère, une gauche d'alternative va-t-elle faire force et nourrir l'espoir ? Échos de trois temps de rencontres publiques, avec leurs contradictions et leurs avancées.

La question du pouvoir

Si la campagne du Front de gauche contre l'austérité a mis du temps à réellement démarrer, la "Marche du 6 mai contre la finance et l'austérité, pour la 6^e République" a été un franc succès de mobilisation et de contenu, affichant la volonté des manifestants de changement de politique, et, pour beaucoup, de société. Nous pouvions écrire dans *Cerises* (1) : « *Le Front de gauche est devenu un espace politique bien identifié pour son opposition à l'austérité et sa volonté de construire une alternative sociale, écologique et démocratique.* »

Un espace à faire encore évoluer, en par-

ticulier en ce qui concerne la réalité de la participation citoyenne et des formes

« Le sentiment que notre monde nous échappe n'a jamais été aussi profond. Nous ne savons plus qui dirige quoi ? Alors la seule réponse qui vaille, c'est : dirigeons nous-mêmes ! »

d'initiatives. Si les meetings ne sont pas le summum de l'innovation en matière

de "révolution citoyenne", ou, comme le formule la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), de "révolution démocratique", à Rennes, le 5 juin, c'est encore un meeting qui a réuni 1 500 personnes à l'initiative du Front de gauche. S'y sont exprimées cinq de ses composantes. Voici, en particulier sur la question de la prise de "pouvoir", des extraits de l'intervention de Julien Dioudonnat pour la FASE (2). ●●●

● M.K.

(1) "Les + et - du Front de gauche", *Cerises* n°178, 17/05/2013.

(2) Texte complet et vidéos sur <http://lafederation.org>.

●●● Dirigeons nous-mêmes !

La question du pouvoir, ce n'est pas par les institutions, c'est d'abord par le VERBE "pouvoir" qu'elle se pose en réalité. Dans chaque situation concrète : qu'est-ce qu'on PEUT faire ? Et cette question, ce verbe, traverse en profondeur toute la société. Au point que nous avons parfois l'impression que le pouvoir sur nos propres vies nous échappe. Et dans tous les domaines, du plus insignifiant au plus fondamental :

- Ici, je perds mon emploi parce que tel propriétaire décide de le délocaliser pour faire encore plus de profit.

- Ou là, je ne sais plus ce qu'il y a dans mon assiette parce que telle multinationale a décrété qu'avec les OGM, la marchandisation du vivant et de la santé deviendrait notre avenir.

- Ou là, je suis dépossédé du club de foot que je supportais depuis qu'un dictateur qatari se l'est approprié pour en faire la vitrine de son régime barbare.

- Ou ici encore, un homme, un seul, décide de tel un monarque absolu, sans rendre compte à qui que ce soit, d'engager le pays dans telle ou telle guerre en Afrique.

Et nous ne savons plus qui dirige quoi. Est-ce que c'est le Président de la République, est-ce que c'est Barroso, est-ce que c'est la Bourse, est-ce que c'est le FMI ou encore les représentants de la banque Goldman Sachs qui se sont infiltrés partout ? Voyez-vous, ce sentiment que notre monde nous échappe n'a jamais été aussi profond.

Nous ne savons plus qui dirige quoi ? Alors la seule réponse qui vaille c'est : dirigeons nous-mêmes ! Un exemple qui parle à tous. Si les femmes avaient attendu la permission pour pouvoir avorter, auraient-elles aujourd'hui ce droit ou en seraient-elles encore à le quêmander ? Le droit à l'IVG existe depuis 1975 en France parce que des milliers de femmes, et des médecins, ont décidé de pratiquer l'avortement en toute illégalité. Et de se placer sous la protection des millions de personnes qui les soutenaient. Voilà comment les femmes ont pris du pouvoir.

Est-ce que les ouvriers qui séquestrent un patron lui demandent la permission avant de passer à l'acte ? Est-ce que les résistants de Notre-Dame-des-Landes demandent à Jean-Marc Ayrault l'autorisation d'occuper le terrain, de construire des cabanes, de protéger la ZAD ?

Est-ce qu'il n'y a pas là quelques pistes de réflexions intéressantes sur le passage à l'acte pour PRENDRE le pouvoir dans l'entreprise ?

On va rétorquer : « *Oui, mais pour l'industrie c'est une autre paire de manches.* » Alors soyons clair, il ne s'agit pas d'envoyer les travailleurs au casse pipe. Il s'agit encore moins de donner des leçons depuis une tribune à l'abri des coups. Et la décision sur les formes de la lutte dépend entièrement de ceux qui la mènent. Nous respectons ce principe élémentaire. Mais le Front de gauche peut prendre la responsabilité de poser les questions autrement. Voyez les Fralib

à Gémenos ou les Goodyear à Amiens. Le patron veut s'en aller. Les travailleurs disent : « *très bien, au revoir* ». Nous, on veut reprendre l'activité. Mais ils buttent. Sur quoi ? Sur l'accord du propriétaire qui, de toutes façons, ne le donnera pas. Alors faut-il attendre un accord qui ne viendra pas ? Ou faut-il passer ●●●

Les trous noirs du "journal de Jaurès"



L'Humanité qui rend compte du meeting du Front de gauche de Rennes, le 5 juin, contre l'austérité a-t-elle mesuré les contradictions entre l'affichage en

titre d'un "Front de gauche [qui] se veut uni et à l'offensive" (reprenant ainsi une formule de Pierre Laurent) et l'occultation totale de l'intervention du représentant de la FASE ? Les citations, en second article, des propos des seules 4 autres composantes et le choix d'une photo de groupe "amputant" de même le FdG de la FASE renforce une impression de "censure par omission". Un caviardage qui ne fait pas honneur au "Journal fondé par Jaurès".

M.K.

●●● à l'acte ? Bien sûr, ce sont les travailleurs concernés qui ont la réponse. Mais déjà une force politique qui pose la question, c'est une force politique utile. Poser la question en dehors du cadre imposé, c'est déjà faire bouger le rapport de force parce que nous nous projetons dans un autre possible.

Premièrement, nous posons la question. Et, deuxièmement, nous sommes capables de mener une campagne pour l'appropriation sociale des moyens de production comme mesure d'urgence. De Fralib à Goodyear, d'Arcelor à PSA. Du Sud au Nord, de l'Est à l'Ouest du pays. Nous pouvons contribuer à mettre en mouvement des millions de personnes autour d'une mesure immédiate et d'un horizon commun.

Et troisièmement, nous, militants du Front de gauche, pouvons nous engager à mettre sous notre protection les salariés de Fralib qui feraient le choix d'utiliser illégalement la marque Eléphant ou des autres qui feraient le même type de choix dans leur entreprise. Des millions de citoyens nous approuveront.

Sinon, nous restons dans le cadre établi, et que nous reste-t-il ?
- attendre 2017 ? Et si ça ne passe pas 2022 ?
Et si ça ne passe pas 2027 ? Personne n'y songe.

- Ou alors faire pression sur le PS ? On se succède à cette tâche depuis 35 ans. Pour quel résultat ? On résigne pour 35 ans et on fait un nouveau bilan en 2048 ? Plus personne n'y croit.

- Troisième possibilité : on dénonce le PS en disant qu'il ne fait pas une politique de gauche ? Mais même Hollande ne fait

plus semblant d'être socialiste, il l'a dit lui-même.

Ce meeting s'adresse à ceux qui veulent mener cette campagne pour la réquisition des entreprises par les salariés qui le souhaitent. À ceux qui veulent donner un sens immédiat au mot d'ordre "Prenez le pouvoir". Nous ne sommes pas obligés de rester cloîtrés dans des institutions que nous voulons changer.

Il est temps de gagner !

Un point sur la retraite puisque c'est à l'agenda politique. Là aussi on se confronte au verbe pouvoir. Commençons par dire une chose : vive les vieux !

(...) cette confrontation sur les retraites, nous l'avons eu plusieurs fois ces vingt dernières années. Maintenant, il est temps de gagner.

Mais avant de nous jeter dans un débat dont les termes sont choisis par nos adversaires et nous enferment dans un raisonnement comptable, je crois qu'il faut qu'on s'arrête un instant sur la façon dont NOUS nous l'envisageons. Avec nos mots, notre logique de raisonnement. Alors, bravo à l'assemblée citoyenne du Front de gauche de Rennes qui a invité la population à débattre de cette question la semaine dernière en présence de Bernard Friot. Partout, organisons des assemblées citoyennes de ce type !

(...) C'est quoi la retraite ? Avant toute chose, c'est la libération du lien

de subordination qui caractérise l'emploi, je ne dis pas le travail, je dis l'emploi. D'ailleurs, les

« La retraite, c'est la liberté pour l'individu d'exprimer de nouvelles potentialités et de produire sans les contraintes imposées par le capital. La retraite n'est donc pas une charge, c'est une richesse pour toute la société. »

retraités, bien souvent, travaillent. Mais librement. Et pour cette liberté, le plus tôt est le mieux. Après 55 ans, ça commence à être un peu tard. C'est la liberté pour l'individu d'exprimer de nouvelles potentialités et d'agir, de produire sans les contraintes imposées par le capital. La retraite n'est donc pas une charge, c'est une richesse pour toute la société puisque le retraité produit de la valeur. Le montant de la retraite n'est donc pas un coût, c'est le

prix que l'on attribue à la production du retraité. D'où un revenu garanti. Que l'on pourrait imaginer par ailleurs pour toute la vie, de la naissance à la mort.

Vous voyez, on peut voir les choses sous un autre angle. Et avec un revenu garanti toute la vie, comme c'est le cas aujourd'hui des retraités, fini l'angoisse du chômage. Fini la peur de la misère et du lendemain pour des millions de personnes. En tissant ce fil, nous sortons le travail du marché du travail. Car le travail n'est pas une marchandise.

Nous excluons totalement la retraite par capitalisation et l'épargne qui n'est justifiée que par la peur. Donc plus besoin du banquier ou de la Bourse. Car le retraité, par définition, est un producteur, reconnu jusqu'à la fin de sa vie comme tel. (...)



● Julien Dioudonnat

Un trait d'union qui se précise

Dans le cadre du Front de gauche, cinq de ses composantes ont entamé un processus de rapprochement qui se précise, d'étape en étape, localement et nationalement (3). Un premier outil de communication publique, « *pour un courant d'idées et le débat à gauche* » a été créé, le bulletin électronique *Trait d'Union*, qui en est à son 5^e numéro depuis janvier 2013 ; y participent les Alternatifs, Convergences et alternative, la FASE, Gauche anticapitaliste et Gauche unitaire (4).

Ce processus a été marqué par une nouvelle journée de travail le 15 juin dernier à Saint-Denis à l'appel de 4 organisations (Alternatifs, Convergences & Alternative, FASE, Gauche Anticapitaliste), et de militants de la Gauche Unitaire et d'animateurs de l'initiative "Tous ensemble". Deux cents participants ont d'abord, en séance plénière, pu mesurer le degré de convergence de leurs analyses et positionnements, à partir en particulier des expériences locales qui se développent. Des ateliers thématiques ont permis d'avancer sur les contenus d'un « *socle commun* » en discussion portant sur les objectifs et l'organisation du regroupement envisagé. Les prochaines échéances ont été proposées en commun qui aboutiront à un nouveau temps fort les 23-24 novembre prochain.

Dans l'ensemble, de l'avis des participants, une journée constructive, d'écoute et d'ouverture, n'évacuant ni les différences, ni les divergences qui subsistent, sereinement.

Dans l'ensemble, de l'avis des participants, une journée constructive, d'écoute et d'ouverture, n'évacuant ni les différences, ni les divergences à travailler encore, sereinement.

Ensemble, dans et avec le Front de gauche

L'ancrage dans le Front de gauche et la volonté de le faire évoluer et s'élargir, dans un même objectif d'alternative de société, a été fortement affirmé : « *Notre regroupement s'inscrit pleinement dans le Front de Gauche. Notre objectif est de le construire, de l'élargir et de le doter d'un fonctionnement démocratique pour que les centaines de milliers de personnes qui aspirent à construire une alternative dans ce pays puissent s'y rassembler et qu'il se constitue à terme comme une nouvelle force politique de gauche*

porteuse d'une stratégie de transformation sociale et écologique. » (5)

La tentation semble dépassée, dans l'ensemble, de créer un "3^e pilier", concurrentiel ou aiguillon des deux autres – le PC et le PG -, ce qui aurait, entre autre, pour effet de renforcer le caractère de "cartel politique", critiqué par ailleurs. Toutefois, pour certains, il y a glissement vers l'idée d'un "3^e pôle" évitant le tête à tête, souvent conflictuel, PC-PG. La solution n'est-elle pas plutôt dans les « *centaines de milliers de personnes* » citées ci-dessus ?

Il s'agit d'être une force de proposition et d'initiative : « *Notre regroupement vise également à formuler des propositions, à intervenir sur toutes les questions politiques, dans toutes les mobilisations qu'il estime nécessaire, y compris lorsque le Front de Gauche n'y est pas impliqué en tant que tel.* »

Pour ce faire, il s'agit concrètement « *d'appeler tous les militants intéressés par ce projet et tous les groupes des organisations politiques constitutives à constituer des collectifs locaux dans toutes les villes et régions françaises, en trouvant à chaque fois les modalités d'action au consensus, qui permettent la participation la plus large.* ●●●

(3) Voir l'appel «Ce monde n'a aucun sens, inventons-en un autre !», d'avril 2012, les annonces de réunion sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Nouvelle force politique".

(4) Téléchargeable sur www.communistesunitaires.net, ibid.

(5) Extraits de la déclaration finale, texte intégral sur www.communistesunitaires.net, ibid.



●●● À chercher chaque fois que possible une intervention commune dans les cadres du FdG et lors d'initiatives publiques. »

La préoccupation d'un ancrage territorial a été associée, par les intervenants, à la nécessité de mise en réseau, du lien local-national et de la participation des personnes non membres d'organisation.

Se regrouper ... et produire du neuf

C'est peut-être sur le rythme et le mode d'organisation que se font sentir les différences d'approche alors que les Assises de novembre ont été à plusieurs reprises évoquées comme le temps de constitution d'une structure, marquant le passage d'un courant d'idées commun à un courant politique formalisé.

Si, dès le départ, certains ont été favorables à une avancée rapide vers cette structure et le sont toujours, d'autres considèrent qu'en hâter la constitution serait faire passer « l'outil » avant les objectifs : soit on force le rythme et on reste dans un mode délégué – un groupe national instituant une structure encore insuffisamment portée par des collectifs locaux -, soit on privilégie le rôle de « catalyseur » d'une dynamique politique plus large et l'organisation n'a pas à être formatée au préalable.

Dans la déclaration finale, il est d'ailleurs affirmé : « Le processus de constitution de ce nouveau mouvement demandera du temps. »

Le débat continue de porter sur la forme même de ce futur « mouvement ». Sur les grands principes, il y a accord : « Notre

regroupement vise à rassembler, sans la nier artificiellement, la diversité de nos expériences pour aboutir à une organisation commune et constituer une force, qui se dotera d'un fonctionnement démocratique, où la voix de chaque individu compte et où seront recherchés les plus larges consensus, respectera la parité hommes/femmes, une structuration mixte avec d'une part, suivant les rythmes de développement possible, des adhésions individuelles à des collectifs locaux dotés d'une large autonomie et, d'autre part, des courants et composantes organisées à l'échelle nationale. »

C'est peut-être sur le rythme et le mode d'organisation que se font sentir les différences d'approche.

Les participants proposent de développer une visibilité publique commune, de s'organiser, par efficacité et économie, pour autant que possible parler d'une seule voix, au travers d'un-e seul-e représentant-e.

Dans les débats en amont du 15 juin, comme dans l'atelier consacré à l'organisation elle-même, la reconduction d'une structure partidulaire est très largement écartée, mais des voix rappellent aussi le rôle des partis, des tâches historiques assumées, de leur « fonction généraliste » (mémoire et ancrage populaire, synthèse par rapport à la sectorisation syndicale ou associative). D'où des alertes

sur le risque d'échec, non pas sur les objectifs politiques mais sur le mode d'organisation lui-même.

Les Assises de novembre permettront-elles d'avancer vers une plus grande convergence sur ces questions ? La déclaration finale du 15 juin reste mesurée : « Les 23 et 24 novembre 2013 se tiendra une assemblée ouvrant un processus de constitution d'un mouvement commun.

Elle sera le moment d'un large appel public. Elle sera l'occasion de travailler sur les enjeux de la situation politique, notamment des prochaines élections municipales et européennes, de se donner une nouvelle dénomination commune, des principes de fonctionnement partagé, de se doter d'outils de communications communs, de définir les prochaines étapes du travail de rapprochement engagé afin d'aboutir à la constitution d'une nouvelle organisation politique commune. »

D'ici là quatre commissions et un comité de liaison national élargi plancheront, préparant entre autres deux rencontres dont « le 23 août, à la veille des Estivales citoyennes du Front de Gauche à Grenoble, une journée de réflexion sur les échéances politiques et la constitution de notre nouveau mouvement. »

Le lendemain de ce samedi bien rempli, les participants qui le pouvaient rejoignaient à Montreuil les Assises 2013 «Changer de cap en France et en Europe».

● M.K.

La stratégie du “dépassement” Entre ouvertures et ambiguïtés

L'attente est forte d'un “changement de cap” et de la stratégie, à gauche, le permettant : en attestent la présence de 2 500 personnes au cours des 8 “ateliers” de la matinée et de la plénière de l'après-midi. En ce sens, ces assises sont déjà une réussite (6).

Le pari de réunir formations politiques, - au-delà du seul Front de gauche -, syndicats – CGT, FSU et Solidaires -, mouvements et associations a été relevé et tenu, ce qui dans le contexte d'une laborieuse convergence des “politiques”, au sens étroit du terme, et du mouvement dit “social”, mérite d'être relevé.

Un (relatif) accord critique sur la situation et les orientations à changer

Dans les ateliers et, en partie, en plénière, place a été faite à une analyse critique de la situation politique, économique et sociale, en France et en Europe, sur « *la course à l'abîme du capitalisme et de la social-démocratie* » (J.-L. Mélenchon). Constat partagé par celles et ceux qui se situent dans une perspective de transformation sociale et écologique, avec quelques “bémols” apportés par exemple par Pascal Durand, secrétaire d'EELV, dans le style “tout n'est pas négatif dans la politique du gouvernement”, invoquant

le plan logement de Cécile Dufflot à venir à l'automne, ou expliquant les difficultés par la situation laissée en héritage par Sarkozy. La salle n'a guère été clémente vis-à-vis de ce qui a été perçu comme une défense *pro domo*. Et encore moins lorsque Dominique Voynet s'est invitée pour saluer les présents, avec surtout un discours pré-électoral vantant sa politique municipale.

Sur les solutions à apporter, au-delà d'expériences concrètes relatées en atelier, on retrouvait les propositions

des différentes formations, déjà formulées en d'autres lieux et documents. Dans quelle mesure s'agit-il de réels axes de « *ruptures* », comme l'annonçait l'un des ateliers ? Les propositions de contenus alternatifs restent trop souvent sur le terrain défini par MEDEF, droite, et gouvernement PS-EELV. Les formulations mêmes en témoignent : « *marges de manœuvres financières à retrouver* », « *taxations* », « *répartition des richesses* », « *rééquilibrage* » des salaires par rapport aux dividendes des actionnaires, etc. On peut douter que cela suffise à surmonter



« *J'ai toujours soutenu l'approche de François Hollande sur toutes les questions économiques et sociales, car c'est une approche de dialogue, de concertation réelle* », a déclaré Laurence Parisot, le 18 juin. (Photo d'archive L'Humanité 13/01/2013)

(6) Programme et vidéos sur <http://www.assises16juin.fr/>



Le "mécano politique" fait débat. De gauche à droite P. Laurent, P. Durand, M.-N. Lienemann, J.-L. Mélenchon.

●●● le désarroi qui s'est installé chez beaucoup et à transformer la colère des autres en espérance et en alternative. Alors quelles autres voies ?

Le peuple et le "mécano politique"

Les interventions ont très largement porté sur les questions de stratégie, de mobilisation des forces, individus et organisations. Pour Pierre Laurent, « *le peuple n'est pas résigné aux solutions d'austérité* », ce qu'il faut, c'est « *trouver le moyen de lui permettre d'exprimer sa force politique* ».

« De la révolution à mai 68 en passant par la Commune de Paris, et les révolutions arabes, les évolutions de la société sont toujours venues de remise en cause radicales de l'ordre établi par les hommes et encore plus par les femmes ; et on voit combien la délégation de pouvoir confisque les révolutions. » Bénédicte Gousseau (FASE)

On a beaucoup invoqué le "peuple", les "citoyens" aussi, parfois les "travailleurs". Mais les « *ruptures démocratiques* » proposées, très attendues vu la participation à "l'atelier" du même nom, laisse sur sa soif. Certes, Laurent Mirmont (Gauche Avenir) constatant une « *évolution qui met le peuple de côté par un tas de biais institutionnel et médiatiques* », le « *met hors décision* », propose de « *faire revenir le peuple sur la scène politique pour lui redonner le pouvoir sur la régulation de la cité* ». Or, sur la scène, il est surtout question de "contrôle" par le peuple, plus que de pouvoir : « *contrôle citoyen de la représentation* » (J.P. Durand), « *renouvellement des formations politiques sous contrôle citoyen* ». Yvan Lemaître (NPA) évoque bien le « *pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, les quartiers* », et la nécessité de « *ne pas dissocier la question démocratique et la question sociale* » pour créer les conditions de vie

et de travail permettant l'exercice de ce pouvoir, mais il parle lui aussi du « *contrôle sur la marche de la société* ». Et si Edwy Plenel (*Médiapart*) avait en introduction fortement insisté sur « *l'élaboration collective* » et la « *dynamique collective* », il a eu quelque difficulté à concéder un peu plus que la demi-heure

prévue ... au "peuple de la salle" (les "petits" ateliers ont sans doute été plus démocratiques !).

Les propositions de contenus alternatifs restent trop souvent sur le terrain défini par MEDEF, droite, et gouvernement PS-EELV.

En plénière, Geneviève Azam (Attac) évoque plus radicalement la « *reconquête par les citoyens du pouvoir d'agir collectivement*

sur les choix de société (...) condition pour que les convergences soient autre chose qu'une agglomération ». Or, un enjeu essentiel, c'est celui du rapport à la politique, du champ politique et de ses acteurs. Pour Annick Coupé (Solidaires), « *la question politique, les enjeux politiques, c'est l'affaire aussi des mouvements sociaux* » et il faut ●●●



Fin de partie en chanson

●●● « se situer sur des enjeux politiques fondamentaux », « se sentir partie prenante de la politique, c'est-à-dire de notre avenir commun ». Christophe Delecourt avait évoqué la « démocratie au travail » et affirmé que le « monde du travail est intelligent (...), en droit d'intervenir sur les choix stratégiques dans l'entreprise et l'administration ». Mais sur le rapport au politique, il est plus réservé et, en réponse à Christian Piquet, il conçoit de travailler l'intervention syndicale « sans se substituer au politique », « sans se placer dans le débouché politique ».

Mais la prise en compte des identités et apports spécifiques, de l'autonomie, implique-t-elle le clivage entre les rôles des différents acteurs ou le confinement du politique dans le champ institutionnel ? Le risque, dans ce cas, est de réduire les convergences et le levier du changement au « mécano politique » qui a fortement agité les échanges.

Il ne s'agit plus, comme l'a formulé Clémentine Autain, d'attendre « un peu plus, un peu mieux », d'une social-démocratie qui a failli, d'une « Union de la gauche telle qu'elle a été », et tous disent que ni le seul Front de gauche actuel, ni les

Un enjeu essentiel, c'est celui du rapport à la politique, du champ politique et de ses acteurs.

seuls éléments contestataires du PS ou d'EELV ne suffiront à « changer de cap ». Mais « la première pierre du changement posée » ce 16 juin, la configuration politique telle qu'elle est apparue, pose problème (7). Les motions d'EELV de septembre 2012, la participation d'Eva Joly et de nombreux écologistes à la marche du 5 juin, dont *Cerises* s'est fait l'écho, le vote de 22 000 socialistes sur 48 000 (Convention du PS) contre

le Traité transatlantique en préparation, qu'évoque Marie-Noëlle Lienemann, montrent des bougers mais qui ne semblent pas convaincre toute la salle, et pas seulement. Pierre Laurent appelle à la « mise en mouvement de nouvelles majorités sociales et politiques » et à se « dépasser » ; Pascal Durand répète, sur la défensive, qu'on ne peut se rassembler si on se voit traité de « traître », il invite à rejoindre les 2 ministres EELV au gouvernement « pour peser » sur les choix ; M.-N. Lienemann appelle aux « convergences dynamiques » dans le respect des identités. C'est alors la « clarté » des positions qui est convoquée par d'autres intervenants, condition de crédibilité d'un possible à construire.

Dossier établi par
Michèle Kiintz



(7) Titre de la double page de *L'Humanité* du 17 juin.

Fini, le joli temps des colonies ?

Le 28 juin 1635, les aventuriers français De l'Olive et Du Plessis débarquent, s'emparent et se partagent la pointe nord de l'île de Guadeloupe : au premier l'ouest de la Pointe Allègre, aujourd'hui Vieux-Fort l'Olive, au second l'est de la pointe aujourd'hui Nogent-Plessis.

Leurs noms restés attachés au territoire disent la France coloniale qui dure.

À Sainte-Rose, des cultivateurs désignés depuis l'abolition de l'esclavage de 1848 comme le "colonat partiaires" (1) voient un héritier Béké revendiquer plus de 2 000 hectares de terres cultivables, dont Vieux-Fort l'Olive notamment, au prétexte que ses ancêtres furent les seuls maîtres de cette terre.

C'est le Sieur Hubert de Jaham qui se considère ainsi légitimement installé en Guadeloupe pour l'éternité, et dont les descendants des descendants vivront la même félicité.

À cet effet, il vient d'assigner en justice plusieurs Saintrosiens, au prétexte qu'ils ont construit, sans son autorisation, une maison sur une terre dite en colonat partiaire». La justice s'apprête à délibérer sur la base d'un "bail à colonatpartiaire" dit "contrat départemental" reconnaissant l'autorité des anciens maîtres et de leurs descendants sur tout ce qui est foncier agricole alors qu'aucun d'eux ne peut aujourd'hui présenter d'"acte authentique", car leurs ancêtres se sont installés dans les "mœurs et coutumes coloniales".

Le fait colonial continue ! Aussi, la demande de réparation pour les descendants d'esclaves portée par la gauche de transformation, politique et syndicale de Guadeloupe trouve là de la pertinence. Certes, François Hollande à l'empathie cynique évoquait « l'impossible réparation » le 10 mai dernier (2), mais le 12, Christiane Taubira déverrouillait le cadenas de la réparation

matérielle en prônant une « politique foncière » en faveur des descendants d'esclaves dans l'Outre-mer.

On est sur le qui vive : la ministre soutiendra-t-elle les paysans de Sainte-Rose ? Mettra-t-elle en œuvre un début de commencement à cette « politique foncière pour les descendants d'esclaves » ?



Pour le LKP, « Sa fini pou dè bon ! (cette fois c'est fini !) [...], soutenons la juste lutte des cultivateurs de Sainte-Rose pour la conquête des terres que leurs parents et eux-mêmes ont mis en valeur ! Ils ont raison davwa lé pwofitan (d'en exiger le profit) », écrit l'organisation, lançant un meeting d'information et appelant à soutenir les agriculteurs devant le tribunal.

Et pour la gauche alternative, il faut prêter tout de suite main-forte aux paysans sainterosiens, rendre plus audible et visible l'engagement anticolonial, rechercher et créer les actions

communes ici et là-bas pour en finir vraiment du sale temps des colonies.





● Catherine Destom-Bottin


(1) Le colonat partiaire est une notion du droit romain qui remplace progressivement l'esclavage pendant le Bas Empire. Ce concept juridique a persisté jusqu'à aujourd'hui. C'est un mode d'exploitation agricole proche du métayage autorisé dans l'Outre-Mer français jusqu'en 2006 (loi du 17 octobre 2005). Dans ce système hérité de l'esclavage, du servage et de l'engagisme, le colon loue une terre à un propriétaire en lui donnant un quart de sa récolte une fois celle-ci terminée.


(2) 10 mai : Journée commémorative de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine ... Symbole et à propos !



 **Cerise rouge.** J'ai parfois entendu des militant-e-s parler de "pensée en escalier". Cette image mentale a accompagné la photo ci-dessus, dénichée au musée du design de Copenhague : celle du Monument à la III^e Internationale (1920). L'audacieuse tour du constructiviste russe Tatline (1885-1953) était conçue pour l'habitat et pour accueillir des activités politiques (assemblée législative, secrétariat, comités exécutifs, médias d'information.) à Leningrad. Une pensée en mouvement et en actes, spirale intérieure autour d'un axe parallèle à celui de la Terre. Une quête de dynamisme et d'innovation. L'édifice ne fut jamais réalisé. Joli programme, non ?

 **Κερόσι.** Retour à Paris, au Théâtre du Châtelet cette fois, où près de 1 500 personnes s'étaient donné rendez-vous ce mardi 18 juin, pour participer à la soirée de solidarité avec le peuple grec à l'initiative de *Mediapart*. L'événement, retransmis à Athènes, a été suivi par 20 000 personnes. Si le mot "austérité" semblait tabou durant cette soirée, celui de résistance trouvait son écho en la voix de Jean-Paul Philippot, administrateur-général de la RTBF (Belgique) et président de l'Union européenne de radiodiffusion (UER). Il fut l'un des premiers en Europe à protester et à mobiliser dès l'annonce du *black-out* du gouvernement grec. « *Nous ne pouvons tolérer qu'une télévision publique s'arrête ainsi en Europe, c'est un principe non négociable, a-t-il précisé. En Grèce, nous avons quitté l'État de droit. Et cela peut survenir dans d'autres pays : en Hongrie, vendredi, la chaîne de télévision RTL Club a demandé au gouvernement d'Orban de faire comme en Grèce, de supprimer le service public... Le monde est à l'envers, nous devons nous insurger.* » Malgré les menaces de poursuites judiciaires du gouvernement grec, l'UER a mis au service de la télé et de la radio publiques grecques des faisceaux satellites pour poursuivre la diffusion des émissions et a décidé d'héberger depuis Genève le site Internet de la télé publique. C'est cela résister.

 **Bigarreau.** La France vient de remporter une première manche dans le combat pour exclure l'audiovisuel du mandat des négociations commerciales entre la Commission européenne et les États-Unis. Il n'en fallait pas plus pour que le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, traite ce lundi dans l'*International Herald Tribune*, les défenseurs de l'exception culturelle de « *réactionnaires* ». Il y a donc ceux qui veulent la berlusconisation de l'Europe. Et ceux qui affirment que l'exception culturelle est le refus d'identifier la culture à la seule dimension commerciale. Qu'elle n'est pas une dérogation, mais une politique à part entière pour tous les peuples. Et qu'elle est la suprématie des œuvres sur les produits.

 **Cereja.** Le gouvernement portugais a en magasin un projet de privatisation de RTP (*Rádio e Televisão de Portugal*). Miguel Relvas, ministre des Relations avec le Parlement portugais, a parlé de réforme « *ambitieuse, exigeante et douloureuse* », en réponse aux mesures d'économies du plan d'aide international au Portugal. Le site du journal *Diário Económico* rapporte que RTP s'apprêterait à licencier 620 personnes en 2013-2014, soit un quart de ses salariés. Pour l'audiovisuel public, le glas sonne aussi au Portugal.

Cerise mystère.

- A. L'iPhone d'Electroboutique (collectif d'artistes russes)
- B. Monument à la 3^e Internet-nationale
- C. Spirale de l'information



Réponse : A

● Philippe Stierlin



Τυροπιτάκια

La lutte, elle, n'est pas provisoire

Le gouvernement prétendait travailler depuis six semaines à la création d'une structure plus légère pour remplacer la Radio-Télévision nationale dont il venait de couper les canaux. Le nom de la nouvelle entité était même rendu public : NERIT, pour "Nouvelle RTV grecque".

Des blogueurs facétieux ont vérifié que le nom avait été déposé. Nenni ? Ils le préemptent et créent un site sous ce nom : www.nerit.gr, ... et y diffusent en direct les émissions de la TV nationale en lutte. « *Il ne s'agit pas seulement de la RTV, expliquent-ils, mais de démocratie !* »

Lundi, le Conseil d'État a décidé que « *L'ERT doit émettre à nouveau. Jusqu'à la constitution d'un nouvel organisme audiovisuel public* », décision applaudie par les milliers de personnes rassemblées devant le siège des médias publics, au nord d'Athènes.

Lundi encore, SYRIZA fêtait à sa manière le premier anniversaire du gouvernement : par un grand meeting en face du Parlement. La lutte continue !



● Gilles Boitte

Bienenstich

Non à l'entrisme de l'armée à l'école !

De plus en plus de contrats de coopération sont passés entre la *Bundeswehr* (l'Armée fédérale) et les ministères de la Culture des *Länder* (les États-régions) responsables des établissements scolaires, « *les écoles sont ainsi mises sous pression* » pour accepter l'organisation par la *Bundeswehr* de séances de recrutement.

L'Allemagne a, comme la France, supprimé le service militaire obligatoire et, auparavant déjà, nombreux étaient ceux qui choisissaient des formes de services civiques. D'où un recrutement plus difficile.

Lothar Krappmann, membre jusqu'en février dernier de la Commission pour les droits de l'enfant de l'ONU, interviewé par *Freitag*, estime cette situation plus que « *discutable* », les écoles ayant à apporter aux moins de 18 ans une éducation à la paix, à les aider à une évaluation critique de l'action militaire et à prendre conscience qu'il doit toujours y avoir d'autres modalités de résolution des conflits.

De plus en plus de contrats de coopération sont passés entre la *Bundeswehr* (l'Armée fédérale) et les ministères de la Culture des *Länder* (les États-régions) responsables des établissements scolaires, « *les écoles sont ainsi mises sous pression* » pour accepter l'organisation par la *Bundeswehr* de séances de recrutement.

L'Allemagne a, comme la France, supprimé le service militaire obligatoire et, auparavant déjà, nombreux étaient ceux qui choisissaient des formes de services civiques. D'où un recrutement plus difficile.

Lothar Krappmann, membre jusqu'en février dernier de la Commission pour les droits de l'enfant de l'ONU, interviewé par *Freitag*, estime cette situation plus que « *discutable* », les écoles ayant à apporter aux moins de 18 ans une éducation à la paix, à les aider à une évaluation critique de l'action militaire et à prendre conscience qu'il doit toujours y avoir d'autres modalités de résolution des conflits.

● Michèle Kiintz

Ouf,

le richard s'en est tiré !

« *Buveurs très illustres et vous, vérolés très précieux* » (1), on a vécu un enfer. On aurait pu titrer : "Le richard est viré", pis, "Le richard s'en est allé". Passé à deux doigts de la grosse catastrophe. Angoisse. Lovecraft et Stephen King battus... C'est que l'événement prenait des proportions cosmiques. Flashes spéciaux sur BFM, suivis de près par ceux de LCI, spots à répétition sur les chaînes généralistes, radios inquiètes, articles de presse au sanglot étouffé... Jusqu'au coeur de la nuit, les équipes spéciales d'investigation traquaient le sujet.

Mais richard, comme nanar, c'est quelqu'un. Mis en examen pour "escroquerie en bande organisée", d'aucun le voyait en délicate situation. Comme un voleur de bicyclette, un tire-laine, un monte-en-l'air ? Oui-da, c'est que le commun des mortels n'associe pas un "escroc en bande organisée" et un "PDG par la droite puis la gauche adoubé". Ça rime pas. Patatras, comme de juste, le richard l'est Pédégé d'un truc qu'on n'appelle plus France Télécom (ça fait nationalisations...), mais Orange. Comme Guillaume !

Alors micros, objectifs et caméras se ruent sur... l'effroi, le vide : plus de richard. Que deviendrait la boîte ? Un naufrage annoncé. Tellement de suicides, qu'il a évités, le richard, depuis qu'il pédégise. Un bonheur. La preuve, caméra au poing, les équipes de télé saisissent sur le vif des salariés éplorés qui hurlent leur douleur : rendez-le nous ! On s'en fout, ce qu'il a fait avant, pour nous, richard, c'est comme Monsieur Madeleine à Montreuil-sur-Mer. Une procession s'était formée, conduite par un humanoïde associé à l'évêché.

Et puis la sanction est tombée. Sans appel. Certes, naguère homme de main de Christine Lagarde, valet de pied de Sarkozy, Stéphane Richard a contribué à rétrocéder plus de 400 millions de fonds publics à Bernard Tapie, par un "arbitrage" privé légèrement suspect. Mais le président, le pouce levé, a crié « *Grâce* ». Le boss d'Orange vivra.

Ce même mardi, 3 000 emplois en moins, Gad abattoirs, Virgin, Michelin. Silence, épuisé par le sauvetage du richard, le président faisait relâche. Rideau.



● Jean Gersin syndicaliste

(1) Ainsi commençaient les œuvres du curé de Meudon, François Rabelais

Image de la semaine

Du 18 au 21 avril s'est déroulée entre Alger et les camps de réfugiés sahraouis du Sud Sahara une conférence internationale pour le droit à la résistance de la femme sahraouie. Deux membres du collectif Femmes en Marche d'Aubagne ont participé à cette rencontre. Plus sur <https://aubagne.wordpress.com/>



● **Les chômeurs et précaires marchent sur Paris**, convergeant de plusieurs villes de France. À suivre sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Initiatives" et sur <http://marchechomeurs2013.org/>

● **Avec les Grecs en lutte pour le droit à l'information.** Etienne Balibar, philosophe avec 47 signataires lancent un appel à la solidarité : « Au moment où le FMI reconnaît à demi-mots que les privatisations et restructurations imposées par la Troïka en échange des prêts supposés réduire la dette souveraine grecque conduisaient en fait le pays à la ruine, la même Troïka – dont font également partie la Commission Européenne et la BCE – est venue à Athènes renouveler ses exigences. Elle l'a fait en des termes tels que le gouvernement grec a décidé de précipiter l'asservissement de la Grèce à la dictature néo-libérale de l'intérieur et de l'extérieur. » Paru sur le site paru sur le site XPONOS <http://www.chronosmag.eu>. Plus sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Monde".

● **Pour un autre plan Autisme 2013.** Un appel unitaire adopté en réunion du 1^{er} juin dénonce le caractère dérisoire, voire nul, des moyens face au dysfonctionnement des structures d'accompagnement et aux souffrances des parents et enfants concernés, ainsi que les propos de la ministre déléguée en charge du dossier, M.-A. Carlotti, qui s'appuie sur les recommandations de la Haute Autorité de la santé. « Nous ne voulons pas d'une HAS qui, par ces recommandations univoques, interdit l'esprit du doute nécessaire à l'approche scientifique et à la recherche, qui ne saurait restreindre son effort de façon unidimensionnelle. (...) Nous ne voulons pas d'une HAS qui interdit la prise en considération des pratiques soignantes, éducatives et sociales qui ont fait leurs preuves et sont approuvées par des familles qui n'ont pas été entendues, alors qu'elles dénoncent les excès d'approches uniques quelles qu'elles soient. » Plus sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Initiatives". À signer.

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

